

*Article 31 du Règlement*

qu'a été la politique énergétique du vieux gouvernement libéral qui était chancelant sur ses derniers jours.

Monsieur le Président, en 1982, je dis bien, il y a eu une récession économique partout au Canada. Mais je crois que l'Ouest canadien, pour employer une expression qu'un Franco-Canadien nous a exprimée là-bas, l'Ouest canadien a été piétiné littéralement par les menottes qu'on a imposées à son développement économique, les menottes qui ont été posées par la vieille opposition qui était le gouvernement vieillissant d'alors, et par la petite opposition, comme disait notre vaillant premier ministre (M. Mulroney) récemment, «en se tenant par la main derrière les tentures.»

Monsieur le Président, pour quelle raison le Programme énergétique national du gouvernement libéral a-t-il accentué cette récession-là dans l'Ouest? Tout le monde sait, tout le monde a vu l'exode, comme le faisait remarquer tout à l'heure un homme expérimenté qui a vécu dans sa circonscription durant le temps où il était dans l'opposition, et je ferai remarquer aux députés aujourd'hui qui crient après nous de l'autre côté de la Chambre actuellement, que je n'étais peut-être pas au gouvernement à l'époque comme lui l'était... D'ailleurs, pour commencer, je ne m'en vanterais pas, mais cependant, laissez-moi vous dire aujourd'hui que, comme citoyen canadien, j'ai été une victime de ce temps-là. Et, aujourd'hui, je pense que non seulement cela me donne le droit de parler, mais je crois que j'ai le devoir de me plaindre officiellement durant le temps que j'ai ce «parvis» de la Chambre, pour vous dire votre fait une fois pour toutes, à vous de l'opposition, qui êtes directement les responsables de cette affaire-là. L'affaire ne commence pas le 22 mars, monsieur le Président! Elle commence avec la politique énergétique et le vrai coupable des déboires financiers des institutions financières de l'Ouest du Canada.

● (2240)

**M. Lapierre:** Pourquoi avez-vous voté libéral d'abord?

**M. Lanthier:** Je fais une distinction entre le parti libéral fédéral...

Monsieur le Président, le Programme énergétique national a détruit l'industrie du forage dans l'Ouest canadien. En effet, combien de fois avons-nous entendu parler de chantiers complets qui ont quitté le Canada pour s'établir définitivement aux États-Unis où un climat plus propice au développement économique les attendait? Presque 50 p. 100 des chantiers de forage nous ont délaissés. Tout le monde dans l'univers entier nous catalogait comme un pays qui était prêt au développement, qui avait des ressources énergétiques fantastiques. Nous avons, hélas, été obligés de prendre nos Canadiens et de les exiler s'ils voulaient encore progresser dans ce domaine-là! Alors, les vrais déboires, naturellement, de cette Norbanque, parce qu'on parle bien de la Norbanque même si on essaie de l'associer dans le même sac comme disait, il y a un instant, le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) à la Banque Commerciale du Canada, les vrais déboires commencent donc par la politique énergétique du vieux gouvernement libéral.

**M. Malépart:** Le thon, cela dépend des libéraux...

**M. Lanthier:** Mais ce qu'il y a de plus grave, monsieur le Président, c'est que les petits entrepreneurs canadiens qui faisaient partie de l'industrie secondaire, toute cette petite industrie satellite qui gravit autour d'une grande industrie majeure

dans une région... Je viens d'une magnifique circonscription, la circonscription de LaSalle où les gens de Ville-Émard et de Ville-LaSalle œuvrent autour de grandes industries de base et toutes ces petites industries, je tremble à l'idée que peut-être un jour il serait arrivé un gouvernement libéral qui aurait mis les bâtons dans les roues de la croissance de nos industries, qui aurait fait faillir toutes ces petites industries-là autour.

On a eu l'occasion de voir lors de nos voyages à Calgary, particulièrement, les déboires que peuvent occasionner des politiques de mauvais aloi.

**M. Lapierre:** Vous auriez dû y rester!

**M. Lanthier:** Je crois que dans l'Ouest canadien, ce que nous avons vu au cours de notre voyage, si la délégation libérale avait été plus imposante, ils avaient un digne représentant, la députée de Trinity (M<sup>lle</sup> Nicholson) a fait son devoir, mais elle avait été catapultée là à la dernière minute, premièrement, et, deuxièmement, elle était seule de son groupe. Je dois rendre hommage ici au Nouveau parti démocratique qui avait délégué deux députés d'une façon permanente qui étaient au courant du dossier avant et qui étaient deux pour défendre au moins les intérêts de leur parti.

Mais ce qu'il y a de plus grave, monsieur le Président, c'est que les petits entrepreneurs canadiens faisaient partie de l'industrie satellite ou secondaire, les petits fournisseurs, par exemple, ont été encore plus affectés que les grandes compagnies pétrolières. Il est bien entendu que les grandes compagnies pétrolières avaient des ramifications à travers le Canada et ont pu absorber ces pertes désastreuses en les répartissant un peu plus à travers le Canada. Mais les petites industries, la petite et moyenne entreprise qui vous est si chère au Québec, qu'est-ce qui est arrivé, vous pensez, dans l'Ouest? Celle qui était financée par les institutions financières...

**M. Lapierre:** Ils ne faisaient pas affaires là.

**M. Lanthier:** ... qu'est-ce qui est arrivé, vous croyez, dans l'Ouest, avec? Eh bien, je vous donne ma parole, je m'excuse, je crois que \$60,000 ou plus, c'est la petite et moyenne entreprises...

**M. Malépart:** La «business» était bonne.

**M. Lapierre:** Il connaît rien.

**M. Lanthier:** Cela fait longtemps, monsieur le Président, qu'on n'a pas fait des affaires dans l'opposition pour savoir que \$60,000 ou plus, c'est encore de la petite et moyenne entreprises. L'infrastructure économique de l'Ouest, énergétique, a été détruite par les libéraux, par les «rouges» fédéraux. Ce sont les compagnies de construction, les compagnies de services, d'entretien, les petits manufacturiers qui ont le plus souffert. Monsieur le Président, toutes les institutions financières qui font affaires dans l'Ouest canadien, elles aussi vont faire en conséquence. Et, par ricochet, les institutions financières qui ont endossé ces compagnies-là, naturellement, en ont souffert. Alors, la vraie histoire des déboires financiers de la Norbanque ne part pas du 22 mars, cela part de la politique énergétique du vieux gouvernement précédent. Il n'en est pas de même pour les institutions financières qui avaient leur siège social dans l'Ouest. En effet, la grande majorité des prêts consentis par ces institutions sont reliées directement ou indirectement à l'industrie énergétique. Si cette industrie connaît des difficultés maintenant, les institutions financières en ont subi les conséquences.